

L FAUT SAVOIR GRÉ AU POUVOIR D'UNE CHOSE: lui, au moins, n'a pas pris à la légère ces élections. Il s'est donné les moyens de les contrôler et n'a pas lésiné sur les abus et la fraude pour en orienter les résultats. À bien y réfléchir, y a-t-il plus bel hommage à la vigueur de l'esprit d'opposition qui cimente aujourd'hui les Libanais? Y a-t-il plus bel hommage à l'opposition elle-même, si fragmentée, si désorganisée, si hétérogène soit-elle? En fait, y a-t-il pour elle plus net avènement?

Curieux avènement qui commence par une défaite, dira-t-on. Oui, mais c'était cela ou le néant, l'inexistence, la démission. C'est-à-dire la soumission. Et l'on y venait. Car la nature a horreur du vide; en cinq ans, l'État, malgré toutes ses insuffisances, a renoué avec la société les innombrables fils qui structurent la vie civile. Qui songerait d'ailleurs à s'en plaindre, même si, derrière l'État, s'engouffrent petits et grands profiteurs des pouvoirs établis?

Il était de bon ton, ces dernières semaines, de se gausser de la multiplicité des candidatures jugées peu crédibles, ou même carrément ridicules. C'est un peu trop facile. Ne faut-il pas plutôt voir dans cet engouement pour la députation des notables de toutes les régions le signe que la chose publique, à défaut d'être devenue stimulante, est maintenant perçue comme payante? Les électeurs eux-mêmes y ont répondu par l'affirmative. En s'engageant dans les machines électorales des différents candidats. Et surtout en allant voter, dans des proportions très respectables: 45% pour le Mont-Liban, 40% pour le Nord, en tenant compte du nombre d'expatriés, sont des chiffres comparables à ceux de l'avant-guerre. Et même les 31% de Beyrouth ne sont pas à mépriser; il suffit de se rappeler les 24% de 1964 ou les 33% de 1968, quand les candidats s'appelaient Pierre Gemayel, Fouad Boutros, Michel Sassine, Saëb Salam, Abdallah Yafi...

Tous ceux qui, s'étant abstenus en 1992, sont allés voter cette année n'étaient pas motivés par la volonté d'exprimer leur opposition au pouvoir, il s'en faut. L'étaient-ils qu'ils risquaient parfois de se retrouver fort embarrassés, faute d'une bataille politique suffisamment claire ou tout simplement faute de choix. Ce n'était pas non plus forcément pour cause de civisme bien raisonné, et pas davantage par désir de faire la nique aux boycotteurs. Soyons sport: ce n'est pas pour en finir avec l'opposition de l'extérieur que les électeurs ont été aux urnes, c'est parce qu'elle est déjà finie ou,

Déblayage pour un avenir

du moins, en voie de l'être. Toute seule, comme une grande. Pour s'être mise elle-même hors du coup, pour avoir persisté dans sa logique absolue quand les citoyens, eux, redécouvraient dans la vie

Des élections, le pouvoir cherchait à tirer non une légitimité mais un nouvel ordonnancement

quotidienne, dans le rapport avec l'État, la relativité des choses.

Et pourtant, Dieu sait si le pouvoir a tout fait pour l'aider, cette opposition de l'extérieur. En s'ingéniant à donner raison à tous ceux qui trouvaient que les dés étaient pipés. Remarquez, elle le lui a bien rendu, Albert Moukheiber en sait quelque chose et, avec lui, les citoyens du Metn qui découvrent que M.U.R. peut se prononcer Murr.

Mais il y a plus grave que l'erreur du boycott et les dérives qui en sont résultées. C'est cette formidable méprise sur la définition des enjeux des élections. Aussi bien l'enjeu régional que l'enjeu local. Les yeux encore fixés sur la ligne vert-rouge de Souk al-Gharb, ils ne voyaient pas que les élections avaient un enjeu proprement libanais, qui s'appelle Rafic Hariri. Quand ils finirent par s'en apercevoir, ce fut pour donner un coup de pouce à ce projet de pouvoir renforcé et centralisé. Et obnubilés par la question de légitimité et de l'illégitimité du régime, ils ne s'avisèrent pas qu'une partie géante se jouait sur fond d'élections, pour en finir avec le gêneur le plus encombrant de la scène libanaise, qui n'est pas Michel Aoun mais le Hezbollah.

VOILÀ UNE AUTRE RAISON DE SE DIRE QUE LE POUVOIR A PRIS AU SÉRIEUX LES ÉLECTIONS. Il cherchait à en tirer non pas une légitimité – celle-là, il l'a déjà – mais un nouvel ordonnancement. Rafic Hariri ne s'en cache pas, il veut une majorité aussi claire que possible, et qui ne soit pas l'assemblage hétéroclite que la forme libanaise de démocratie parlementaire a presque toujours généré et avec lequel elle a renoué après Taëf. Après trois levées électorales, il est en bonne voie de l'obtenir, quitte à devoir passer en partie, et pour quelque temps encore, par des relais comme Joumlatt et Hobeika, voire Berry. Mais, même dans ce dernier cas, on peut déjà dire que la troïka ne sera plus ce qu'elle est.

À brève échéance, une telle évolution n'est pas sans risque, étant donné les dimensions du projet Hariri et la



propension du personnage à personnaliser la pratique du pouvoir et celle de l'administration. Elle n'est pas sans avantage pour autant. Car, on va enfin avoir une adéquation entre le gouvernement et le régime: fini les ministres opposants – on y était déjà mais c'était à confirmer –, fini aussi la schizophrénie de ces piliers du régime et alliés de Damas qui passent leur temps à critiquer le président du Conseil, autre allié de Damas, avant de plier quand vient l'heure de la décision. Et le plus surprenant, c'est que Damas, justement, donne l'impression de vouloir en finir de cette zizanie si bien instrumentalisée durant la dernière législature. Comment ne pas voir, en effet, qu'avec les querelles inter-establishment vidées au détriment des Omar Karamé, Sleiman Frangié, Talal Arslan, s'estompent aussi les divergences qui se cultivaient à Damas autour de la politique libanaise au profit de la vision défendue par Abdel-Halim Khaddam? La volatilité des choses damascènes étant ce qu'elle est, on ne se hasardera cependant pas à en tirer des conclusions définitives.

L'autre gros avantage de cette évolution institutionnelle est encore plus prometteur pour peu qu'on veuille bien se rendre compte d'une vérité d'évidence: à savoir que qui dit majorité, dit minorité, donc opposition. Là encore, on devrait voir s'évanouir cette ambiguïté entre opposants au gouvernement/fidèles du régime et fidèles du gouvernements/opposants (latents) au régime. On ne saurait évidemment en rester là. Mais, ce déblayage terminé, on devrait pouvoir commencer à construire l'opposition de sorte à en faire une force d'avenir.

DANS LA CONSTRUCTION DE L'OPPOSITION, IL N'Y A PAS DE PRIME D'ANTÉRIORITÉ. Ni d'exclusive. Mais une double exigence de crédibilité et de représentativité. Or, de ce point de vue, les élections ont produit des résultats qu'il serait vain de vouloir ignorer ou mépriser. Des résultats chiffrés, qui permettent de voir dans le succès de plusieurs députés d'opposition un mandat populaire que devraient leur envier pas mal de ceux qui vocifèrent dans les meetings ou les télévisions: on sait maintenant avec précision quelle proportion de gens représentent un Nassib Lahoud ou un Boutros Harb mais qui peut dire ce que représentent exactement Amine Gemayel et Dory Chamoun? À en juger par l'écho que leur appel au boycott a reçu, bien peu de monde en vérité. Et Raymond Eddé lui-même? Le moins qu'on puisse dire est qu'il n'a pas été suivi dans sa propre circonscription. Peut-être parce qu'en passant à la télévision, il a révélé le décalage entre le mythe forgé par des années d'éloignement et une réalité bien moins grandiose: un vieux monsieur fort sympathique avec lequel on adorerait

prendre un verre mais à qui beaucoup hésiteront à confier leur avenir tant qu'il continuera à croire que Pierre Gemayel est encore en vie? Reste évidemment Michel Aoun dont il serait stupide de contester la popularité tant qu'il reste dans son exil – volontaire depuis le 28 août. Mais qui peut-dire sincèrement ce qu'il en adviendrait s'il était, comme Lahoud ou Harb, confronté à la concurrence de l'appareil d'État?

Mais il y a plus parlant que les chiffres. Ce sont les résultats politiques qui laissent voir, chez les maronites en tout cas, un double renouveau: le succès auprès de

*Plus parlant que les chiffres,
il y a, chez les maronites en tout cas,
un double renouveau*

l'électeur maronite d'un discours rationnel, aux antipodes du patriotisme de communauté, inédit depuis Fouad Chéhab; et la capacité des nouveaux leaders maronites à parler au-delà de leur communauté et de nouer alliance avec d'autres opposants du calibre d'un Habib Sadek ou d'un Najah Wakim. Or, c'est d'une telle unité de l'opposition que le pays a maintenant besoin pour retrouver un avenir. Hors de cette voie, point de solution autre que dans la compromission avec le pouvoir – voyez ces anciens boycotteurs qui ont rallié les listes officielles – ou dans le suicide.

Voilà assurément le principal enseignement des élections, après les scrutins du Mont-Liban, du Nord et de Beyrouth: l'opposition, c'est au Liban qu'elle est, et nulle part ailleurs. C'est dans la restauration des pratiques de lutte démocratique qu'elle se forge. C'est dans la conduite de batailles ponctuelles, pas toujours flamboyantes, et souvent perdues, mais qui préparent d'autres batailles qu'elle se révèle.

P. S.: LE JEU DE LA SEMAINE: comment la LBCI s'arrangera-t-elle pour faire la promotion de Nabih Berry lors des élections du Sud? Le jeu de la semaine prochaine: qu'inventera la LBCI pour complaire au président de la République au cours des élections de la Békaa? Il est clair qu'elle ne pourra pas y échapper – mais le voudrait-elle? – après s'être faite le porte-voix de Michel Murr tout au long de la soirée du 18 août et incidemment de Nabil Boustany puis celui de Issam Farès le 25, et après avoir offert (enfin, façon de parler) une tribune de prime-time à Hariri à quelques petites heures de l'élection de Beyrouth. Voilà bien une autre chaîne du futur.